

COVID-19 : STOP à la mise à mort du service public de santé !

On n'a pas fini de compter nos morts qu'ils comptent déjà leurs chiffres ... Et que déjà on entend le gouvernement dire qu'il va falloir que nous fassions des efforts pour rembourser la dette ? Mais quelle dette?

Celle qui nous a privé de lits ? De soignant-e-s ?

Celle qui tue certain-e-s d'entre nous au travail pour remplir les poches des actionnaires ?

Faites le vous-même l'effort ... et pour l'instant, faites celui de vous taire !

La crise du coronavirus percute le service public de santé partout en France. L'hôpital est fragilisé depuis des années par les politiques d'économies imposées par les directions et gouvernements successifs. Et aujourd'hui alors que l'hôpital a pris de plein fouet l'épidémie de covid-19 sans moyens de protection, ceux qui l'encensent et remercient les « héros » du quotidien, continuent méthodiquement sa destruction et continuent de nous expliquer que tout est un problème d'organisation !

Aujourd'hui pendant que des collègues meurent à cause de l'absence de protection, de matériel, de manque de personnel, de lits, le gouvernement continue la politique actée par le fameux COPERMO (Comité Interministériel de la Performance et de la Modernisation de l'Offre de soins hospitaliers) où quand modernisation et performance riment avec fermeture et suppression: fermetures de 150 lits et la suppression de 598 postes au sein du CHRU de Nancy, suppression de 400 lits et 400 postes à terme à Tours, fermeture à nouveau de 25 lits au Centre Hospitalier le Vinatier à Lyon en plus des 50 qui ont fermé en février 2020.

Il continue dans le même temps sa politique de privatisation de la santé par la mise en place des GHT, des partenariats public/Privé, et par la casse du statut de fonctionnaire via la Loi de Transformation de la Fonction Publique. ... Et même pendant le confinement des décrets assassins sortent pour encore plus fragiliser l'hôpital public et accélérer la privatisation !! **Ce n'est pas la pandémie qui tue l'hôpital public, c'est ce capitalisme décomplexé qui souhaite faire encore et toujours plus de profits sur la maladie, la vieillesse et la mort ... et ce, sans se soucier de la population !**

A la question posée à Monsieur Dussopt, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Action et des Comptes publics, sur la suspension de la loi de transformation de la fonction publique, celui-ci nous a répondu : « si vous voulez profitez de la crise actuelle pour retarder l'application de la loi de transformation de la fonction publique, alors c'est non ! ». Pour rappel, cette loi c'est la fusion des instances CTE et CHSCT alors que la période actuelle a montré à quel point les CHSCT étaient importants et indispensables pour protéger les salarié-e-s et les agent-e-s de la fonction publique. C'est aussi la suppression des missions des CAP, l'augmentation du nombre de contrats précaires, etc.

Aussi, nous devons savoir comment vous allez financer l'hôpital alors que vous exonérez les entreprises des cotisations sociales...

On en a marre d'entendre des conneries...

Ce sont les COTISATIONS SOCIALES qui financent les hôpitaux... Pas les impôts...

Ce n'est donc pas en augmentant les impôts mais en augmentant les SALAIRES et en stoppant les exonérations de cotisations sociales patronales que l'on financera mieux les hôpitaux !

Augmentons de 25% le salaire des femmes (en première ligne aujourd'hui) et de 400 euros tous les salaires pour retrouver un service public hospitalier digne de ce nom. L'urgence est à rebâtir la Sécurité Sociale en augmentant les recettes engendrées par les cotisations sociales ...

Fédération SUD Santé Sociaux

C'est à nouveau, et dans la colère, que le constat est fait : l'accès à la santé est mis à mal. **Alors il est temps de reconnaître que l'Hôpital public, la santé, le social et le médico-social, que les professionnel-le-s qui y travaillent et qui sont en première ligne pour affronter les crises ne sont pas une marchandise.**

Le secteur public de la santé doit être définitivement sanctuarisé avec tous les moyens nécessaires à son bon fonctionnement

Et il faudra bien penser à ne pas reproduire les mêmes erreurs.

La Fédération SUD Santé Sociaux demande de nouveau :

- L'arrêt évident de toutes restructurations en cours ou à venir dont le COPERMO et des méthodes de management pathogènes existantes, l'arrêt de toutes les politiques et lois d'austérités imposées à la santé,
- L'augmentation du budget de l'assurance maladie de +5% minimum et l'augmentation des cotisations sociales pour subvenir aux besoins de santé. L'ONDAM doit être déterminé par des représentant.e.s des professionnel.le.s élus et non par les députés. Rétablissement des élections pour la gestion des caisses de sécurité sociale. Arrêt d'exonération de cotisations sociale et augmentation du taux de ces cotisations.
- La réouverture de tous les lits qui ont été fermés depuis plus de 20 ans
- La réintégration de tous les postes, par une embauche pleine et pérenne de tous les effectifs concernés.
- Une politique anti-précarité avec la titularisation de tou-tes les contractuel-les à pleins temps.
- Une augmentation général des salaires de 400 euros pour toutes et tous.
- La nationalisation des cliniques privées et associations à but lucratif pour créer un grand service public de santé et de l'action sociale et une planification de la prévention.
- La reconnaissance en maladie professionnelle de tous les cas d'arrêts de travail pour symptômes de COVID19 pour des hospitaliers.
- Le rétablissement ou la mise en place de la retraite à 55 ans pour tous les personnels des établissements de soin.
- Le maintien des CHSCT dans les hôpitaux et le droit de véto des représentant.e.s des hospitalier.e.s sur les restructurations ou réformes hospitalières pour qu'ils puissent décider eux-mêmes des restructurations.
- La création de structures de productions de masques, SHA, protections et drogues essentielles dans chaque CHU par la réquisition d'usine par l'Etat !
- La réinternalisation des services et secteurs privatisés, intégration de ces salariées dans la fonction publique hospitalière.

Les traitements ou vaccin du covid-19 doivent tomber immédiatement dans le domaine public, aucun profit ne doit être fait par les laboratoires sur le COVID19.

Nous sommes en guerre a déclaré notre Président ! Les actes du gouvernement et des spéculateurs ne seraient-ils donc pas assimilés à de la haute trahison dont serait victime l'ensemble du peuple ?

Pour la Santé et la protection de toutes et tous, nous demandons aux directions, tutelles et gouvernements d'arrêter la mise à mort du service public de Santé et de panser maintenant ses blessures.

Et nous exigeons la condamnation des responsables de la destruction des hôpitaux et du système de santé français et de la dégradation de la santé des hospitalier-e-s que cette crise sanitaire a mises en évidence !

Paris, le 6 mai 2020

Contact presse : federation@sudsantesociaux.org

Fédération SUD Santé-Sociaux – 70 rue Philippe de Girard – 75 018 PARIS

Téléphone : 01 40 33 85 00 – FAX : 01 43 49 28 67 – Email : contact@sudsantesociaux.org